

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
Hôtel de la Communauté
1171 Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex
Tél. 04.90.67.10.13 -
Fax.04.90.60.59.09

ARRÊTÉS

2^{ème} SEMESTRE 2018

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2018 – 2^{ème} semestre

TABLE DES MATIÈRES DES A R R Ê T É S

N°	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
2018/887	Délégation de fonction au 1 ^{er} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/888	Délégation de fonction au 2 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/889	Délégation de fonction au 3 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/890	Délégation de fonction au 4 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/891	Délégation de fonction au 5 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/892	Délégation de fonction au 6 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/893	Délégation de fonction au 7 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/894	Délégation de fonction au 8 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/895	Délégation de fonction au 9 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/896	Délégation de fonction au 10 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/897	Délégation de fonction au 11 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/898	Délégation de fonction au 12 ^{ème} vice-président	12/07/2018	12/07/2018
2018/899	Délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau directeur général des services	12/07/2018	12/07/2018
2018/900	Délégation de signature à Monsieur Christian Forestier Directeur des ressources et des moyens adjoint au directeur général des services	12/07/2018	12/07/2018
2018/901	Délégation de fonction à Monsieur Michel Jouve	12/07/2018	12/07/2018
2018/902	Délégation de fonction à Monsieur Jérôme Bouletin	12/07/2018	12/07/2018
2018/903	Délégation de fonction à Monsieur Claude Lautier	12/07/2018	12/07/2018
2018/904	Délégation de fonction à Monsieur Bruno Gandon	12/07/2018	12/07/2018
2018/927	Délégation de signature à Madame Audrey Guillier, Directeur de l'Aménagement du Territoire	20/07/2018	20/07/2018
2018/928	Délégation de signature à Madame Elodie Coll, Directeur de la Cohésion Sociale	20/07/2018	20/07/2018
2018/929	Délégation de signature à Monsieur Thierry Borel, Directeur du développement économique et touristique	20/07/2018	26/11/2018
2018/930	Délégation de signature à Monsieur François-Xavier Hubert, Directeur des Services Techniques	20/07/2018	20/07/2018
2018/931	Délégation de fonctions et de signature au 5 ^{ème} vice-président	20/07/2018	20/07/2018
2018/950	Délégation de signature à Monsieur Laurent Estépa fonctionnaire titulaire du grade d'attaché territorial adjoint au responsables des finances	23/07/2018	30/07/2018
2018/951	Modification de la liste des mandataires de la régie de recette petite enfance	16/08/2018	17/08/2018
2018/955	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public	25/07/2018	26/07/2018
2018/997	Délégation de fonction à M. Claude LAUTIER en matière de commande publique	16/08/2018	17/08/2018
2018/1222	Nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant pour la régie de recettes de l'aérodrome	16/10/2018	25/10/2018
2018/1356	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public	15/11/2018	27/11/2018
2018/1368	annulé		

N°	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
2018/1423	Modification de la liste des mandataires de la régie de recette petite enfance	06/12/2018	19/12/18
2018/1425	Renonciation au transfert de plein droit des pouvoirs de police administrative spéciale des maires des communes membres de la Cove (arrêté n°2018/1368)	06/12/2018	19/12/18
2018/1426	Désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs	06/12/2018	19/12/18
2018/1427	Délégation de signature à Mme Cécile LAGET-BARBET Directrice des Ressources Humaines	06/12/2018	19/12/18

ARRETE N° 2018/887

DELEGATION DE FONCTION AU 1^{ER} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Gilles Vève au poste de 1^{er} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Gilles Vève, 1^{er} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, en matière de stratégie de développement de l'intercommunalité, et pour signer tous actes y afférant. Le domaine de délégation consentie par le Président au 1^{er} Vice-Président inclut le schéma de cohérence territoriale, la politique foncière, la politique de l'habitat et les politiques publiques.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant des domaines cités à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

*Reçu notification le
Signature du délégataire*

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/888

DELEGATION DE FONCTION AU 2^{ème} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Luc Reynard au poste de 2^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Luc Reynard, 2^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine du tourisme et des traditions, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant des domaines cités à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/889

DELEGATION DE FONCTION AU 3^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Serge Andrieu au poste de 3^{eme} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Serge Andrieu, 3^{eme} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, en matière de projets d'aménagement du territoire et de développement économique, et pour signer tous actes y afférant. Le domaine de délégation consentie par le Président au 3^{eme} Vice-Président inclut notamment le projet de parc naturel régional du Ventoux.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant des domaines cités à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,


Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/890

DELEGATION DE FONCTION AU 4^{EME} VICE-PRESIDENT

Le **Président** de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Aimé Navello au poste de 4^{eme} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Aimé Navello, 4^{eme} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de la culture et du patrimoine, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

*Reçu notification le
Signature du délégataire*

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/891

DELEGATION DE FONCTION AU 5^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean-Marie Gravier au poste de 5^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Jean-Marie Gravier, 5^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans les domaines de la petite enfance et des actions éducatives, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant des domaines cités à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/892

DELEGATION DE FONCTION AU 6^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Léopold Meynaud au poste de 6^{eme} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Léopold Meynaud, 6^{eme} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine des transports, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

*Reçu notification le
Signature du délégataire*

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/893

DELEGATION DE FONCTION AU 7^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Gérard Borgo au poste de 7^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Gérard Borgo, 7^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de la gestion des déchets, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/894

DELEGATION DE FONCTION AU 8^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Dominique Bodon au poste de 8^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Dominique Bodon, 8^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de la sécurité, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

*Reçu notification le
Signature du délégataire*

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/895

DELEGATION DE FONCTION AU 9^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Madame Anne-Marie Bardet au poste de 9^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Madame Anne-Marie Bardet, 9^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de la politique de la ville, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/896

DELEGATION DE FONCTION AU 10^{ème} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Girard au poste de 10^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

A R R E T E

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Guy Girard, 10^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de la voirie, des travaux et des services techniques, et pour signe tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,


Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/897

DELEGATION DE FONCTION AU 11^{ème} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Ghislain Gricourt au poste de 11^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Ghislain Gricourt, 11^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine du développement durable, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité. L'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/898

DELEGATION DE FONCTION AU 12^{EME} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Joël Botreau au poste de 12^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Joël Botreau, 12^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de l'accessibilité, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/899

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR LAURENT MARTEAU,
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES**

Le **PRESIDENT** de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU l'arrêté n°2014-1245 portant détachement sur emploi fonctionnel de Directeur Général des Services des EPCI de 40 000 à 80 000 habitants de Monsieur Laurent MARTEAU,

CONSIDERANT que Monsieur Laurent MARTEAU exerce les fonctions de directeur général des services de la Communauté d'Agglomération, et qu'il est nécessaire dans le souci du bon fonctionnement courant de l'établissement public et de continuité du service public, de lui donner délégation de signature dans une série de domaines,

ARRETE

Article 1 : à compter du 12 juillet 2018, délégation de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la CoVe, à Monsieur Laurent MARTEAU, directeur général des services :

- **En matière d'administration générale** :
 - la signature de toutes lettres et attestations relatives à l'exercice habituel et à la gestion courante des services intercommunaux,
 - la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés de la Communauté d'Agglomération ;
 - la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et dans les conditions prévues à l'article L 2122-30;
 - la légalisation des signatures (article R 2122-8 du code général des collectivités territoriales);
- **En matière de finances publiques**,
 - la signature des engagements de commandes;
 - en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FORESTIER, Directeur des Ressources et des Moyens : la signature des mandats de paiement et la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (article R 2122-8-3 du code général des collectivités territoriales);
- **En matière de ressources humaines**:
 - la signature des correspondances courantes relevant des attributions de la direction des ressources humaines;
 - la signature des actes de gestion du personnel, et notamment les arrêtés relatifs à la carrière des agents intercommunaux, les arrêtés ou contrats d'engagement de personnel non titulaire, les arrêtés portant sanction disciplinaire;
 - la signature des actes relatifs à la formation du personnel;
 - la signature des actes relatifs à la gestion des dossiers sociaux du personnel;
 - la signature des ampliations, des copies et des extraits conformes d'arrêtés et de décisions concernant les matières relevant des attributions de la direction des ressources humaines.

Article 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du Président au siège de la CoVe, Monsieur Laurent MARTEAU est autorisé à signer au nom du Président et sous sa responsabilité, toutes les pièces, lettres et ordres de service intéressant l'administration de la CoVe, à l'exception des actes pour lesquels un texte législatif ou réglementaire a explicitement exclu cette délégation.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du signataire, Président élu par le Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

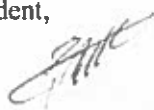
Article 5 : Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage au siège de la Communauté d'Agglomération, ainsi qu'au registre et au recueil des actes administratifs et notifié à l'intéressé.

Ampliation sera transmise au Préfet de Vaucluse et au Trésorier principal de Carpentras.

Reçu notification le
Signature de l'intéressé :

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/900

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR CHRISTIAN FORESTIER
DIRECTEUR DES RESSOURCES ET DES MOYENS,
ADJOINT DU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES**

Le **PRESIDENT** de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

Vu l'organigramme des services de la CoVe,

Vu la fiche de poste de Directeur des Ressources et des Moyens, adjoint au Directeur Général des Services,

Considérant que Monsieur Christian FORESTIER, Directeur territorial, exerce les fonctions de Directeur des Ressources et des Moyens, adjoint au Directeur Général des Services,

Vu l'arrêté n°2018-899 en date du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent MARTEAU, Directeur Général des Services,

Considérant d'une part qu'il est nécessaire dans le souci du bon fonctionnement courant de l'établissement public et de continuité du service public, de lui donner délégation de signature dans une série de domaines ressortant du poste de directeur des ressources et des moyens,

Considérant d'autre part qu'il est nécessaire dans le souci du bon fonctionnement courant de l'établissement public et de continuité du service public, de donner délégation de signature à Monsieur Christian FORESTIER dans une série de domaines en cas d'empêchement ou d'absence au siège de la CoVe du Président de la CoVe et du Directeur Général des Services,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Monsieur Christian FORESTIER, Directeur territorial, exerçant les fonctions de Directeur des Ressources et des Moyens, adjoint au Directeur Général des Services, pour :

- **En matière de finances publiques :**
 - la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la Direction des Ressources et des Moyens d'un montant inférieur à 4 000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.
 - la signature des mandats de paiement ;
 - la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement (article R 2122-8 alinea 3 du code général des collectivités territoriales);
 - la signature des titres de recettes et pièces justificatives correspondantes ;
 - la signature électronique des comptes de gestion en tant qu'ordonnateur de la CoVe.

Article 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du Président et du Directeur Général des Services au siège de la CoVe, Monsieur Christian FORESTIER est autorisé à signer au nom du Président et sous sa responsabilité, tous les actes, pièces, lettres et ordres de service intéressant l'administration de la CoVe, y compris les décisions prises en vertu de la délégation d'attribution en vigueur du conseil communautaire au Président, et à l'exception des actes pour lesquels un texte législatif ou réglementaire a explicitement exclu cette délégation.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que le délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au responsable du Centre des finances publiques de Carpentras, publié par voie d'affichage au siège de la CoVe, au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs, et notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature :

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/901

DELEGATION DE FONCTION A MONSIEUR MICHEL JOUVE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU la délibération n°67-14 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 relative aux modalités de composition du « Bureau des vice-présidents de la CoVe »,

CONSIDERANT que tous les vice-présidents de la CoVe ont préalablement au présent arrêté reçu délégation de fonction du Président,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Michel JOUVE, conseiller communautaire, sous surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine de l'agriculture et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le Conseil de Communauté au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 3 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et a recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

*Reçu notification le
Signature du délégataire*

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité.

Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/902

DELEGATION DE FONCTION A MONSIEUR JEROME BOULETIN

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU la délibération n°67-14 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 relative aux modalités de composition du « Bureau des vice-présidents de la CoVe »,

CONSIDERANT que tous les vice-présidents de la CoVe ont préalablement au présent arrêté reçu délégation de fonction du Président,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Jérôme BOULETIN, conseiller communautaire, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans le domaine des transferts de charges et pour représenter le Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et pour signer tous actes afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le Conseil de Communauté au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/903

DELEGATION DE FONCTION A MONSIEUR CLAUDE LAUTIER

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU la délibération n°67-14 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 relative aux modalités de composition du « Bureau des vice-présidents de la CoVe »,

CONSIDERANT que tous les vice-présidents de la CoVe ont préalablement au présent arrêté reçu délégation de fonction du Président,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Claude LAUTIER, conseiller communautaire, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans les domaines des finances et du budget et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le Conseil de Communauté au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/904

DELEGATION DE FONCTION A MONSIEUR BRUNO GANDON

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU la délibération n°67-14 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 relative aux modalités de composition du « Bureau des vice-présidents de la CoVe »,

CONSIDERANT que tous les vice-présidents de la CoVe ont préalablement au présent arrêté reçu délégation de fonction du Président,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Bruno GANDON, conseiller communautaire, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans les domaines de l'économie, de l'emploi et de l'aérodrome et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant du domaine cité à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le Conseil de Communauté au Président.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 5 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 12 juillet 2018

Le Président,


Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

ARRETE N° 2018/927

**DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME AUDREY GUILLIER
DIRECTEUR DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Le PRESIDENT de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil communautaire n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du conseil communautaire au Président et prévoyant expressément la faculté de subdélégation de l'exercice de tout ou partie de ces attributions à un Directeur dûment délégué à cet effet,

Vu l'organigramme des services de la CoVe,

Vu la fiche de poste de directeur de l'aménagement du territoire,

Considérant que Madame Audrey GUILLIER, attaché principal territorial, exerce les fonctions de directeur de l'aménagement du territoire,

Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature à raison des services dont elle coordonne la direction pour les commandes d'un montant inférieur à quatre mille euros hors taxes,

ARRETE

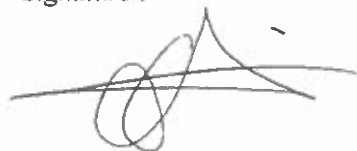
Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Madame Audrey GUILLIER, attaché principal territorial, exerçant les fonctions de directeur de l'aménagement du territoire, pour la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la direction de l'aménagement du territoire d'un montant inférieur à 4000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.

Article 2 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que la délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 3 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier Principal de Carpentras, publié au recueil des actes administratifs et notifié à la délégataire.

Reçu notification le 20 JUL 2018
Signature :



Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/928

**DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME ELODIE COLL
DIRECTEUR DE LA COHESION SOCIALE**

Le **PRESIDENT** de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la délibération du conseil communautaire n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du conseil communautaire au Président et prévoyant expressément la faculté de subdélégation de l'exercice de tout ou partie de ces attributions à un Directeur dûment délégué à cet effet,
Vu l'organigramme des services de la CoVe,
Vu la fiche de poste de Directeur de la Cohésion Sociale,
Considérant que Madame Elodie COLL, attaché principal territorial, exerce les fonctions de Directeur de la Cohésion Sociale,
Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature à raison des services dont elle coordonne la direction pour les commandes d'un montant inférieur à quatre mille euros hors taxes,

ARRETE

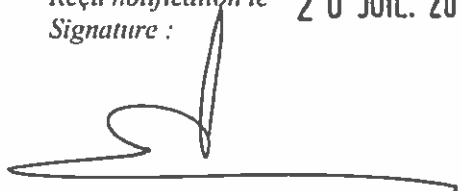
Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Madame Elodie COLL, attaché principal territorial, exerçant les fonctions de Directeur de la Cohésion Sociale, pour la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la Direction de la Cohésion Sociale d'un montant inférieur à 4000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.

Article 2 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que la délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 3 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier Principal de Carpentras, publié au recueil des actes administratifs et notifié à la délégataire.

Reçu notification le **20 JUL. 2018**
Signature :



Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/929

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR THIERRY BOREL
DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

Le **PRESIDENT** de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la délibération du conseil communautaire n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du conseil communautaire au Président et prévoyant expressément la faculté de subdélégation de l'exercice de tout ou partie de ces attributions à un Directeur dûment délégué à cet effet,
Vu l'organigramme des services de la CoVe,
Vu la fiche de poste de directeur du développement économique et touristique,
Considérant que Monsieur Thierry BOREL, attaché territorial, exerce les fonctions de directeur du développement économique et touristique,
Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature à raison des services dont il coordonne la direction pour les commandes d'un montant inférieur à quatre mille euros hors taxes,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Monsieur Thierry BOREL, attaché territorial, exerçant les fonctions de directeur du développement économique et touristique, pour la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la direction du développement économique et touristique d'un montant inférieur à 4000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.

Article 2 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que le délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 3 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier Principal de Carpentras, publié au recueil des actes administratifs et notifié au délégataire.

Reçu notification le 23/07/2018
Signature :



Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/930

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANÇOIS-XAVIER HUBERT
DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES**

Le **PRESIDENT** de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la délibération du conseil communautaire n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions du conseil communautaire au Président et prévoyant expressément la faculté de subdélégation de l'exercice de tout ou partie de ces attributions à un Directeur dûment délégué à cet effet,
Vu l'organigramme des services de la CoVe,
Vu la fiche de poste de directeur des services techniques,
Considérant que Monsieur François-Xavier HUBERT, ingénieur principal territorial, exerce les fonctions de directeur des services techniques,
Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature à raison des services dont il coordonne la direction pour les commandes d'un montant inférieur à quatre mille euros hors taxes,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Monsieur François-Xavier HUBERT, ingénieur principal territorial, exerçant les fonctions de directeur des services techniques, pour la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la direction des services techniques d'un montant inférieur à 4000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.

Article 2 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que le délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 3 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier Principal de Carpentras, publié au recueil des actes administratifs et notifié au délégataire.

Reçu notification le 20 JUL 2018
Signature :



Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/931

DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE AU 5^{ème} VICE-PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean-Marie Gravier au poste de 5^{ème} Vice-Président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,
VU l'arrêté n°2018/891 en date du 12 juillet 2018, portant délégation de fonctions à Monsieur Jean-Marie Gravier dans les domaines de la petite enfance et des actions éducatives,
CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire d'octroyer une délégation de signature à un élu, étendue à l'ensemble des domaines d'intervention de la communauté d'agglomération,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Jean-Marie Gravier, 5^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, dans les domaines de la petite enfance et des actions éducatives, et pour signer tous actes y afférant.

Article 2 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision ressortant des domaines cités à l'article précédent et prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le conseil communautaire au Président.

Article 3 : Il est attribué délégation de signature à Monsieur Jean-Marie Gravier, 5^{ème} Vice-Président, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour tous actes, pièces et documents nécessaires au bon fonctionnement de la CoVe, à l'exception des actes relatifs aux commissions thématiques ou fonctionnelles formées par le conseil communautaire qui ne relèvent pas du domaine de délégation consenti à Monsieur Jean-Marie Gravier au titre de l'article 1.

Article 4 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du conseil communautaire installé le 14 avril 2014.

Article 5 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 6 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le 20 JUIL 2018
Signature du délégataire



Fait à Carpentras, le 20 juillet 2018

Le Président,



Guy REY

qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



ARRETE N° 2018/950

**DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR LAURENT ESTEPA
FONCTIONNAIRE TITULAIRE DU GRADE D'ATTACHE TERRITORIAL
ADJOINT AU RESPONSABLES DES FINANCES**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),

Vu l'article L.5211-9 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 1649 quater B quater §III du code général des impôts prévoyant que « les déclarations de taxe sur la valeur ajoutée, leurs annexes et les demandes de remboursement de crédit de cette taxe, ainsi que les déclarations de taxes assimilées aux taxes sur le chiffre d'affaires et leurs annexes sont souscrites par voie électronique »,

Considérant que la CoVe est assujettie à cette obligation,

Vu l'organigramme des services de la CoVe,

Vu la fiche de poste d'adjoint au responsable des finances,

Vu le formulaire de désignation d'un mandataire par le représentant légal de la structure pour accéder aux services en ligne de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), tel que fourni par ladite Direction,

Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de donner délégation de signature à Monsieur Laurent ESTEPA pour déclarer la TVA par voie électronique et lui permettre d'accéder aux services en ligne de la DGFIP,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous mon contrôle et sous ma responsabilité, à Monsieur Laurent ESTEPA, fonctionnaire titulaire, exerçant les fonctions d'adjoint au responsable des finances, pour la signature électronique des déclarations de TVA et aux fins d'effectuer et de suivre les démarches liées aux services en ligne de la DGFIP.

Article 2 : A cet effet, la délégation de signature ainsi consentie est formalisée dans les relations avec la Direction Générale des Finances Publiques par le mandat annexé au présent arrêté.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que le délégataire exercera les fonctions précitées.

Article 4 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier Principal de Carpentras, publié au recueil des actes administratifs et notifié au délégataire.

Fait à Carpentras, le 23 juillet 2018

Notifié à l'intéressé le : 30 juillet 2018

Signature : 30 juillet 2018

Le Président,



Guy REY
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte.



**MANDAT À REMPLIR SI LE REPRÉSENTANT LÉGAL DE L'ENTREPRISE SOUHAITE
DÉSIGNER UN MANDATAIRE POUR ADHÉRER AUX SERVICES EN LIGNE DE LA DGFiP**

Attention : si vous êtes un expert-comptable détenteur d'un document vous donnant mandat pour conclure, pour le compte de l'entreprise concernée, un contrat d'adhésion à une téléprocédure de l'administration fiscale, vous n'avez pas à remplir le mandat ci-dessous.
Il vous suffit de joindre à votre demande une copie du-dit document.

MANDANT

M. ou Mme : (Nom et prénom) .MONSIEUR.REY.GUY.....
Agissant en qualité de ⁽¹⁾ : .PRESIDENT.....
De l'entreprise : .COMMUNAUTE.D'AGGLOMERATION.VENTOUX.COMTAT.VENAISSIN..COVE.....
Adresse de l'entreprise : (n°, nature et nom de la voie)
..1171.AVENUE DU.MONT.VENTOUX.....
Code postale et ville : .84200.CARPENTRAS.....

Donne le pouvoir à :

MANDATAIRE

M. ou Mme : (Nom et prénom) .MONSIEUR.ESTEPA.LAURENT.....
Agissant en qualité de ⁽¹⁾ : .Fonctionnaire exerçant les fonctions d'adjoint au responsable des finances.....
pour ⁽²⁾ :

- | | | |
|--|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Déclarer la TVA | <input type="checkbox"/> Payer l'impôt sur les sociétés | <input type="checkbox"/> Payer la taxe sur les salaires |
| <input type="checkbox"/> Payer la TVA | <input type="checkbox"/> Payer les autres impôts et taxes | <input checked="" type="checkbox"/> Consulter le compte fiscal |
| <input checked="" type="checkbox"/> Effectuer et suivre une démarche | | |

De l'entreprise susvisée au §2.

Bon pour acceptation
(signature du mandataire)

Fait à : CARPENTRAS....., le
(signature du représentant légal et cachet de l'entreprise)



Le Président,
[Signature]
Guy REX

⁽¹⁾ Indiquer la fonction exercée

⁽²⁾ Cocher les services retenus et rayer les mentions inutiles

ARRÊTÉ N° 2018/951 : MODIFICATION DE LA LISTE DES MANDATAIRES DE LA REGIE DE RECETTES DES STRUCTURES MULTI-ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la décision n° 2016-34 du 22 septembre 2016 portant création d'une régie de recettes pour les structures multi-accueil de la petite enfance ;

Vu l'arrêté n° 2016-983 du 21 octobre 2016 portant nomination d'un régisseur, d'un mandataire suppléant et de mandataires pour la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance ;

Vu l'arrêté n° 2017-1440 du 05 septembre 2017 portant nomination d'un mandataire supplémentaire ;

Vu l'arrêté n° 2018-483 du 30 mars 2018 portant modification de la liste des mandataires de la régie ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié en dernier lieu par arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;

Vu l'arrêté n° 2018-900 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe ;

Considérant qu'il convient d'actualiser la liste des mandataires de la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance pour tenir compte des évolutions d'effectif ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 07 août 2018 ;

- ARRÊTE -

Article 1 : L'article 3 de l'arrêté n° 2016-983 du 21 octobre 2016 est modifié comme suit :

Madame Nathalie COINCHELIN est nommée mandataire de la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance en remplacement de Madame Florence ROUX.

Article 2 : Le mandataire agit pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues par l'acte de création de la régie de recettes.

Article 3 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 4 : Le mandataire doit procéder au recouvrement des produits selon les modes de paiement prévus dans l'acte constitutif de la régie.

Article 5 : Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction codificatrice sur les régies n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Article 6 : Le directeur général des services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carpentras, le 16 août 2018

Pour le Président et par délégation,
Le directeur des ressources et des moyens
Adjoint du directeur général des services


Christian Forestier



Le régisseur titulaire,

Le mandataire suppléant,

Madame Sylvie MAUREAU

Monsieur Laurent ESTEPA

Le mandataire,

Madame Nathalie COINCHELIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX- COMTAT VENAISSIN

**ARRETE N°2018/955 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC**

Le Président de la CoVe,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le Code du commerce et notamment ses articles L 310-2, R310-8, R310-9 et R310-19 ;
Vu le décret 2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage ;
Vu l'arrêté du Maire de Carpentras n°2005/294 du 13 avril 2005 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu la délibération n°59-13 du 25 mars 2013 relative à l'acquisition du site du marché-gare de Carpentras par la CoVe ;
Vu la délibération n°30-13 du 25 mars 2013 relative à l'assujettissement à la TVA des activités réalisées sur le site du marché-gare de Carpentras ;
Vu la délibération n°68-18 du 9 avril 2018 relative à la tarification des redevances applicables au site du marché gare ;
Vu la délibération n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;
Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,
Vu la demande présentée par la SARL E.G.O, enregistrée au RCS d'Avignon sous le numéro 495 010 217, domiciliée 30, Impasse de l'Aven à Carpentras (84200), représentée par son gérant, Monsieur Charles Sainte-Croix, d'organiser un vide-grenier le samedi 11 août 2018 de 14 heures à 18 heures et le dimanche 12 août 2018 de 4 heures à 18 heures sur le terrain d'accueil du Marché horticole & pépinière Ventoux – Provence situé dans l'enceinte du marché-gare de Carpentras ;
Considérant l'intérêt économique de cette manifestation pour la Communauté d'agglomération, qu'elle ne peut apporter aucune gêne ni de concurrence au commerce local, que le maintien de la sécurité et de la libre-circulation sera assuré ;
Considérant que la CoVe intervient sur son domaine public en tant que propriétaire et gestionnaire du site du marché-gare de Carpentras, sis avenue des Marchés, à Carpentras ;
Considérant qu'au vu de la conformité du dossier, la demande est recevable ;

ARRÊTE

Article 1 : La SARL E.G.O, enregistrée au RCS d'Avignon sous le numéro 495 010 217, domiciliée 30, Impasse de l'Aven à Carpentras (84200), représentée par son gérant, Monsieur Charles Sainte-Croix, est autorisée à occuper le domaine public du terrain d'accueil du marché-gare de Carpentras, avenue du marché-gare / avenue des marchés, à Carpentras, ainsi que les sanitaires du bâtiment « F » et de la plateforme du marché-gare situés sur ledit site et également propriétés du domaine public de la CoVe, le samedi 11 août 2018 de 14h00 à 18h00 et le dimanche 12 août 2018 de 4 h00 à 18h00 pour y organiser un vide-grenier (parking compris). Il sera par ailleurs autorisé à compter du vendredi 10 août 2018 à compter de 12h00 à préparer sur ledit site la tenue de ce vide grenier, et l'heure de départ des organisateurs après nettoyage dudit site est fixée au dimanche 12 août 2018 à 23h00.

Article 2 : L'organisateur devra tenir un registre côté et paraphé par le Commissaire de police ou le Maire du lieu de la manifestation, permettant l'identification des vendeurs ; ce document devra être déposé à la préfecture d'Avignon au plus tard huit jours à compter de la fin de la manifestation.

Nomenclature 3.5.3. Domaines et patrimoine – Acte de gestion du domaine public - Autres mises à disposition

Acquitté en PREFECTURE le: 26/07/2018

Article 3 : La présente autorisation est accordée exclusivement à l'organisateur qui ne pourra ni la céder, ni la transférer, ni en faire bénéficier un tiers sous quelque forme que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette autorisation en respectant la sécurité et la tranquillité publiques ainsi que l'intégrité du domaine public. Seul un marquage au sol à la craie sera autorisé. En cas de dégradation du fait de son activité, les frais seront à sa charge.

Article 4 : Les installations (buvette, etc...), devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur et l'organisateur devra détenir toutes les attestations de sécurité nécessaires à son activité. Il devra obligatoirement être assuré contre les risques d'incendie, d'accident ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce quelle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe. Une attestation d'assurance responsabilité civile devra être préalablement fournie à la CoVe. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie ou autre dommage de toute nature.

Article 5 : Les mesures de sécurité à mettre en œuvre pour la tenue de ce vide-grenier, notamment, aide au stationnement, sécurisation des accès aux parkings et des accès réservés exclusivement aux piétons, sont à la charge de la SARL E.G.O. – organisateur de ce vide-grenier. Les matériels utilisés seront assurés par la SARL E.G.O. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas de vol ou autre dommage de toute nature. Aucun recours contre la CoVe ne pourra être engagé.

Article 6 : L'organisateur devra respecter toutes les mesures d'hygiène, de salubrité, et veiller à la protection de l'environnement qui lui est concédé provisoirement. En tout état de cause, il devra laisser l'emplacement occupé dans un parfait état de propreté.

Article 7 : L'utilisation de haut-parleurs, amplificateurs ou tout autre appareil sonore sera tolérée sur les lieux à condition que l'amplitude des sons ne puisse être une gêne pour le voisinage, les promeneurs ou les riverains.

Article 8 : L'organisateur devra se conformer en tout point aux lois et règlements en vigueur et se pourvoir de toutes autorisations nécessaires à son type d'activité.

Article 9 : L'occupation du domaine public est consentie à titre onéreux, moyennant une redevance de 4.320,00 € TTC (quatre mille trois cent vingt euros) à l'ordre du trésor public. Un chèque de caution de 950,00 € (neuf cent cinquante euros) devra être établi à l'ordre du trésor public et remis à la CoVe - Direction Développement Economique et Touristique – Service Marché Gare. Ce chèque sera restitué à l'organisateur après que le vide-grenier aura eu lieu sous réserve qu'aucun dégât matériel ne soit constaté sur le terrain d'accueil concerné.

Article 10 : Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse et dont une copie sera remise en main propre à l'intéressé avec accusé de réception, et affiché.

Notifié à l'intéressé le :

Transmis en Préfecture le : 26 JUL 2018

Publication par affichage le : 26 JUL 2018

Exécutoire le : 26 JUL 2018

Fait à Carpentras, le 25 juillet 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

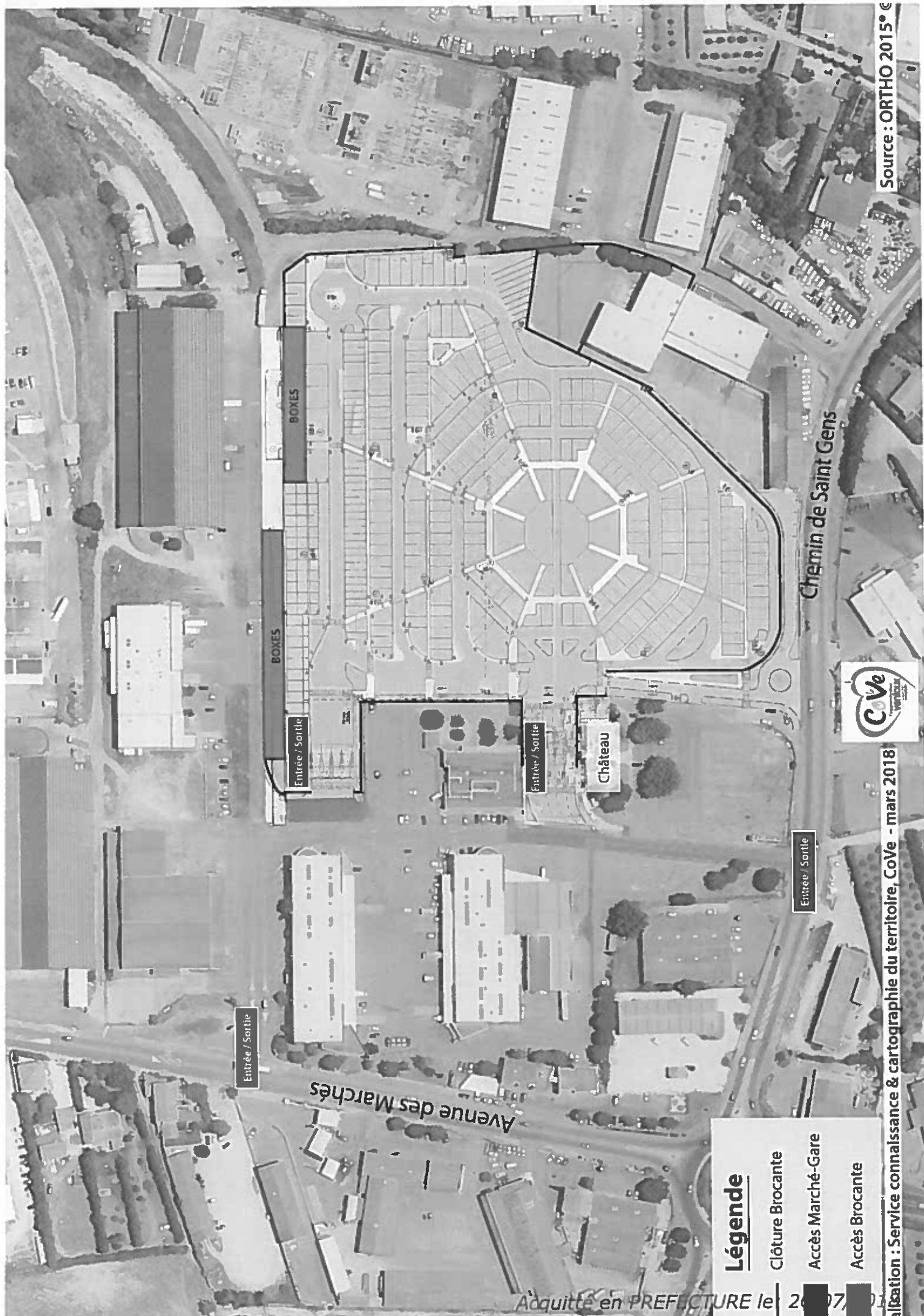
Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES Cedex 09 - Tél. 04.66.27.37.00 - Fax. 04.66.36.27.86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature 3.5.3. Domaines et patrimoine – Acte de gestion du domaine public - Autres mises à disposition

Acquitté en PREFECTURE le: 26/07/2018



Légende

- Clôture Brocante
- Accès Marché-Gare
- Accès Brocante



Source : ORTHO 2015 ©

Admission : Service connaissance & cartographie du territoire, CoVe - mars 2018

Admission en PREFECTURE le 26/07/2018

ARRETE N° 2018/997

**DELEGATION DE FONCTION A MONSIEUR CLAUDE LAUTIER
EN MATIERE DE COMMANDE PUBLIQUE**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

VU la délibération n°67-14 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2014 relative aux modalités de composition du « Bureau des vice-présidents de la CoVe »,

CONSIDERANT que tous les vice-présidents de la CoVe ont préalablement au présent arrêté reçu délégation de fonction du Président,

CONSIDERANT que pour le bon fonctionnement de la CoVe et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par des élus en vertu d'une délégation de fonction du Président, notamment en matière de commande publique,

ARRETE

Article 1 : Il est attribué délégation de fonction à Monsieur Claude LAUTIER, conseiller communautaire, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour représenter le président de la communauté d'agglomération, président de droit de la commission d'appel d'offres et de la commission de délégation de service public, à la présidence de ces instances et de prendre et signer tous actes à cet effet, notamment :

- Convoquer la commission et fixer son ordre du jour ;
- Présider les séances de la commission ;
- Signer tous les actes préparatoires et postérieurs afférents à l'administration et au travail de la commission.

Article 2 : Il est également donné délégation de fonctions et de signature, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Claude LAUTIER, conseiller communautaire, pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que leurs avenants.

Article 3 : La présente délégation de fonction inclut la signature de toute décision relevant de la commande publique prise en vertu de la subdélégation d'attribution en vigueur consentie par le Conseil de Communauté au Président.

Article 4 : La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et tant que délégant et délégataire seront en fonctions ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 5 : En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa notification.

Article 6 : le Directeur Général des Services de la Communauté d'agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au Trésorier principal, publié par voie d'affichage et au recueil des actes administratifs et sera notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature du délégataire

Fait à Carpentras, le 16 août 2018

Le Président,

Guy REY

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



Acquitté en PREFECTURE le: 17/08/2018

**ARRÊTÉ N° 2018/1222 : NOMINATION D'UN RÉGISSEUR ET D'UN MANDATAIRE
SUPPLÉANT POUR LA RÉGIE DE RECETTES AÉRODROME**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la décision n° 30/2007 du 18 décembre 2007 modifiée par la décision n° 2018-69 du 15 octobre 2018 portant création d'une régie de recettes auprès de l'aérodrome intercommunal « Ventoux – Edgar Soumille » ;

Vu l'arrêté n° 2013/610 du 14 juin 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire et d'un mandataire suppléant ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié en dernier lieu par arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;

Vu l'arrêté n° 2018/899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant qu'il convient de nommer un nouveau régisseur afin de tenir compte des évolutions d'effectif et d'activités ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 15 octobre 2018 ;

- ARRÊTE -

Article 1 : L'arrêté n° 2013/610 est abrogé.

Article 2 : Madame Françoise VILLAGE est nommée régisseur titulaire de la régie de recettes aérodrome avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues par l'acte de création de celle-ci.

Article 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Françoise VILLAGE sera remplacée par Monsieur Didier DAMIAN, mandataire suppléant.

Article 4 : Madame Françoise VILLAGE est astreinte à constituer un cautionnement d'un montant de 1 220 € et percevra une indemnité de responsabilité d'un montant annuel de 160 €.

Article 5 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

Article 6 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

Article 7 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Envoyé en préfecture le 25/10/2018

Reçu en préfecture le 25/10/2018

Affiché le

sur les sites n° 06-031 A-B
ID : 084-248400053-20181016-A2018_1222-AR

Article 9 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de les concerne, les dispositions de l'instruction codificatrice M du 21 avril 2006.

Article 10 : Le Directeur Général des Services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet au 16 octobre 2018.

Fait à Carpentras, le 16 octobre 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Laurent MARTEAU



Le régisseur titulaire,

Le mandataire suppléant,

Madame Françoise VILLAGE

Monsieur Didier DAMIAN

Envoyé en préfecture le 25/10/2018

Reçu en préfecture le 25/10/2018

Affiché le

ID : 084-248400053-20181016-A2018_1222-AR

De: "BASTIDE Françoise (84)" <francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.

À: ESTEPA Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>

Date: 16/10/2018 14:25

Objet: Re: Demande d'avis conforme - Projet arrêté 2018/1222 nomination nouveau régisseur de la régie de recettes aérodrome

Bonjour,

le visa de votre projet de nomination d'un nouveau régisseur de recettes de la régie Aérodrome n'appelle aucune observation particulière de ma part, en conséquence, l'avis conforme du comptable est donné en date du 15/10/2018.
Cordialement



Françoise BASTIDE
Inspectrice - Adjointe du Responsable
Centre des Finances Publiques
Trésorerie de Carpentras Municipale

Tél: 04.90.63.83.22

----- Message original -----

Sujet : Demande d'avis conforme - Projet arrêté 2018/1222 nomination nouveau régisseur de la régie de recettes aérodrome

De : Estepa Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>

Pour : Bastide Françoise (84)
<francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>

Copie à : Giuliani Evelyne (07)
<evelyne.giuliani@dgfip.finances.gouv.fr>

Date : Mardi 16 Octobre 2018, 11:21

Bonjour Madame Bastide,

Veuillez trouver ci-joint pour avis conforme le projet d'arrêté n° 2018/1222 portant nomination d'un nouveau régisseur pour la régie de recettes de l'aérodrome.

En vous remerciant,

Cordialement,

Laurent ESTEPA
Adjoint au responsable des finances
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin - CoVe
Tél (ligne directe) : 04.90.67.60.33
Tél (standard) : 04.90.67.10.13



Envoyé en préfecture le 25/10/2018

Reçu en préfecture le 25/10/2018

Affiché le

SLO

ID : 084-248400053-20181016-A2018_1222-AR

Pièces jointes:

Fichier: ATT00002.txt Taille: 1k Type de contenu: text/plain

Fichier: ATT00004.html (Affiché en ligne) Taille: 8k Type de contenu: text/html



Fichier: Image1 (Affiché en ligne) Taille: 1k Type de contenu: image/jpeg



Fichier: ATT00006.png (Affiché en ligne) Taille: 20k Type de contenu: image/png

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX- COMTAT VENAISSIN

ARRETE N°2018/ 1356 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC

Le Président de la CoVe,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le Code du commerce et notamment ses articles L 310-2, R310-8, R310-9 et R310-19 ;
Vu le décret 2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage ;
Vu l'arrêté du Maire de Carpentras n°2005/294 du 13 avril 2005 relatif à la lutte contre le bruit ;
Vu la délibération n°59-13 du 25 mars 2013 relative à l'acquisition du site du marché-gare de Carpentras par la CoVe ;
Vu la délibération n°30-13 du 25 mars 2013 relative à l'assujettissement à la TVA des activités réalisées sur le site du marché-gare de Carpentras ;
Vu la délibération n°68-18 du 9 avril 2018 relative à la tarification des redevances applicables au site du marché gare ;
Vu la délibération n°92-18 en date du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président;
Vu l'arrêté n°2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,
Vu la demande présentée par la SARL E.G.O, enregistrée au RCS d'Avignon sous le numéro 495 010 217, domiciliée 30, Impasse de l'Aven à Carpentras (84200), représentée par son gérant, Monsieur Charles Sainte-Croix, d'organiser un vide-grenier le samedi 1^{er} décembre 2018 de 14 heures à 18 heures et le dimanche 2 décembre 2018 de 5 heures à 18 heures sur le terrain d'accueil du Marché horticole & pépinière Ventoux – Provence situé dans l'enceinte du marché-gare de Carpentras ;
Considérant l'intérêt économique de cette manifestation pour la Communauté d'agglomération, qu'elle ne peut apporter aucune gêne ni de concurrence au commerce local, que le maintien de la sécurité et de la libre-circulation sera assuré ;
Considérant que la CoVe intervient sur son domaine public en tant que propriétaire et gestionnaire du site du marché-gare de Carpentras, sis avenue des Marchés, à Carpentras ;
Considérant qu'au vu de la conformité du dossier, la demande est recevable ;

ARRÊTE

Article 1 : La SARL E.G.O, enregistrée au RCS d'Avignon sous le numéro 495 010 217, domiciliée 30, Impasse de l'Aven à Carpentras (84200), représentée par son gérant, Monsieur Charles Sainte-Croix, est autorisée à occuper le domaine public du terrain d'accueil du marché-gare de Carpentras, avenue du marché-gare / avenue des marchés, à Carpentras, ainsi que les sanitaires du bâtiment « F » et de la plateforme du marché-gare situés sur ledit site et également propriétés du domaine public de la CoVe, le samedi 1^{er} décembre 2018 de 14h00 à 18h00 et le dimanche 2 décembre 2018 de 5h00 à 18h00 pour y organiser un vide-grenier (parking compris). Il sera par ailleurs autorisé à compter du vendredi 30 novembre 2018 à compter de 12h00 à préparer sur ledit site la tenue de ce vide grenier, et l'heure de départ des organisateurs après nettoyage dudit site est fixée au dimanche 2 décembre 2018 à 23h00.

Article 2 : L'organisateur devra tenir un registre côté et paraphé par le Commissaire de police ou le Maire du lieu de la manifestation, permettant l'identification des vendeurs ; ce document devra être déposé à la préfecture d'Avignon au plus tard huit jours à compter de la fin de la manifestation.

Nomenclature 3.5.3. Domaines et patrimoine – Acte de gestion du domaine public - Autres mises à disposition

Acquitté en PREFECTURE le: 27/11/2018

Article 3 : La présente autorisation est accordée exclusivement à l'organisateur qui ne pourra ni la céder, ni la transférer, ni en faire bénéficier un tiers sous quelque forme que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette autorisation en respectant la sécurité et la tranquillité publiques ainsi que l'intégrité du domaine public. Seul un marquage au sol à la craie sera autorisé. En cas de dégradation du fait de son activité, les frais seront à sa charge.

Article 4 : Les installations (buvette, etc...), devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur et l'organisateur devra détenir toutes les attestations de sécurité nécessaires à son activité. Il devra obligatoirement être assuré contre les risques d'incendie, d'accident ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce quelle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe. Une attestation d'assurance responsabilité civile devra être préalablement fournie à la CoVe. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie ou autre dommage de toute nature.

Article 5 : Les mesures de sécurité à mettre en œuvre pour la tenue de ce vide-grenier, notamment, aide au stationnement, sécurisation des accès aux parkings et des accès réservés exclusivement aux piétons, sont à la charge de la SARL E.G.O. – organisateur de ce vide-grenier. Les matériels utilisés seront assurés par la SARL E.G.O. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas de vol ou autre dommage de toute nature. Aucun recours contre la CoVe ne pourra être engagé.

Article 6 : L'organisateur devra respecter toutes les mesures d'hygiène, de salubrité, et veiller à la protection de l'environnement qui lui est concédé provisoirement. En tout état de cause, il devra laisser l'emplacement occupé dans un parfait état de propreté.

Article 7 : L'utilisation de haut-parleurs, amplificateurs ou tout autre appareil sonore sera tolérée sur les lieux à condition que l'amplitude des sons ne puisse être une gêne pour le voisinage, les promeneurs ou les riverains.

Article 8 : L'organisateur devra se conformer en tout point aux lois et règlements en vigueur et se pourvoir de toutes autorisations nécessaires à son type d'activité.

Article 9 : L'occupation du domaine public est consentie à titre onéreux, moyennant une redevance de 4.320,00 € TTC (quatre mille trois cent vingt euros) à l'ordre du trésor public. Un chèque de caution de 950,00 € (neuf cent cinquante euros) devra être établi à l'ordre du trésor public et remis à la CoVe - Direction Développement Economique et Touristique – Service Marché Gare. Ce chèque sera restitué à l'organisateur après que le vide-grenier aura eu lieu sous réserve qu'aucun dégât matériel ne soit constaté sur le terrain d'accueil concerné.

Article 10 : Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse et dont une copie sera remise en main propre à l'intéressé avec accusé de réception, et affiché.

Notifié à l'intéressé le :

Transmis en Préfecture le : 27 NOV 2018

Publication par affichage le : 27 NOV 2018

Exécutoire le : 27 NOV 2018

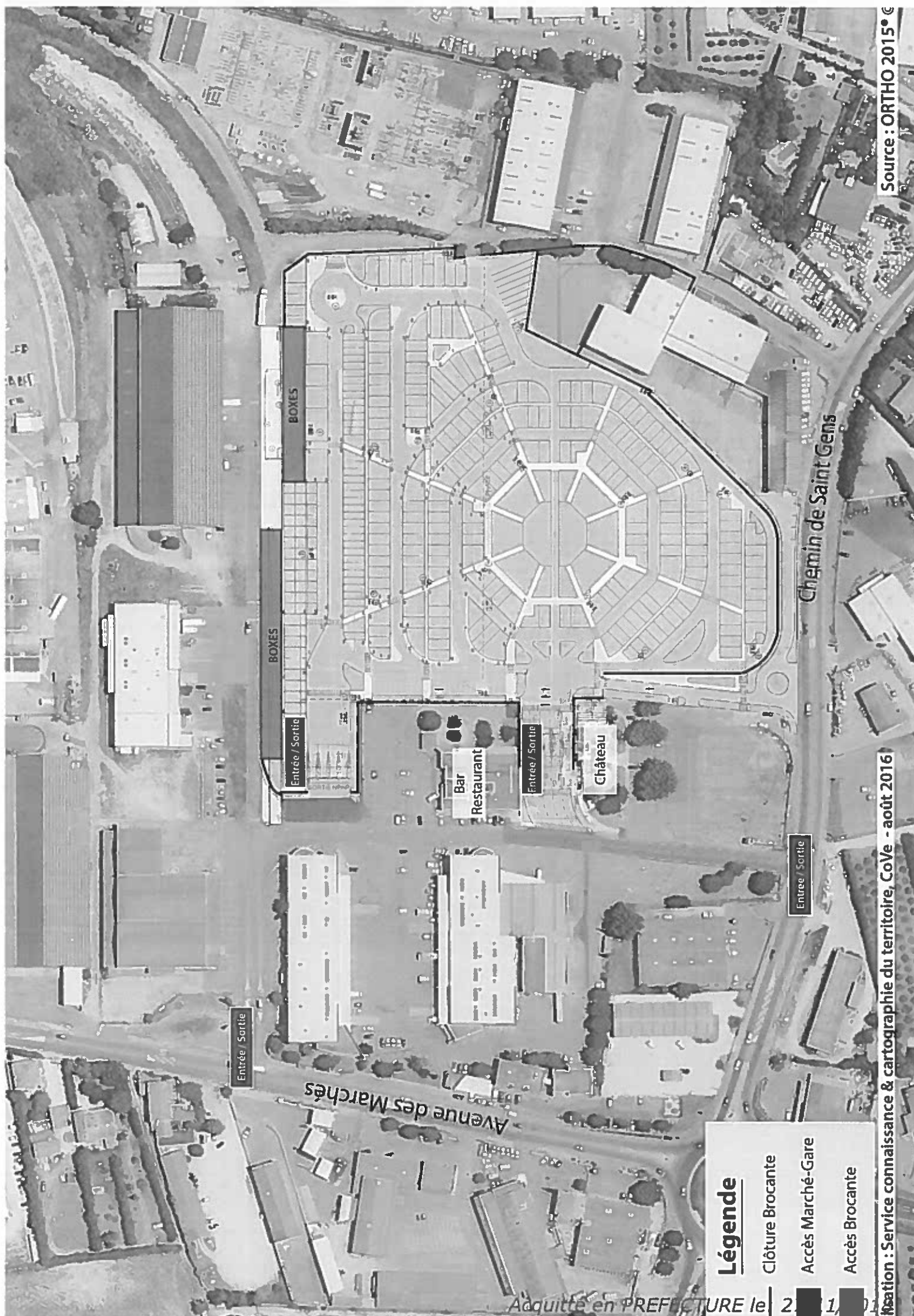
Fait à Carpentras, le 15 novembre 2018
Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES Cedex 09 – Tél. 04.66.27.37.00 – Fax. 04.66.36.27.86 – greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Nomenclature 3.5.3. Domaines et patrimoine – Acte de gestion du domaine public - Autres mises à disposition

Acquitté en PREFECTURE le: 27/11/2018



Légende

- Clôture Brocante
- Accès Marché-Gare
- Accès Brocante

Source : ORTHO 2015 ©

attribution : Service connaissance & cartographie du territoire, CoVe - août 2016

ARRÊTÉ N° 2018/1423 : MODIFICATION DE LA LISTE DES MANDATAIRES DE LA REGIE DE RECETTES DES STRUCTURES MULTI-ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la décision n° 2016-34 du 22 septembre 2016 portant création d'une régie de recettes pour les structures multi-accueil de la petite enfance ;

Vu l'arrêté n° 2016-983 du 21 octobre 2016 portant nomination d'un régisseur, d'un mandataire suppléant et de mandataires pour la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance ;

Vu l'arrêté n° 2017-1440 du 05 septembre 2017 portant nomination d'un mandataire supplémentaire ;

Vu les arrêtés n° 2018-483 du 30 mars 2018 et 2018-951 du 16 août 2018 portant modification de la liste des mandataires de la régie ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié en dernier lieu par arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 92-18 du 19 juillet 2018 portant délégation d'attributions au Président ;

Vu l'arrêté n° 2018-899 du 12 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant qu'il convient d'actualiser la liste des mandataires de la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance pour tenir compte des évolutions d'effectif ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 06 décembre 2018 ;

- ARRÊTE -

Article 1 : L'article 3 de l'arrêté n° 2016-983 du 21 octobre 2016 est modifié comme suit :

Madame Isabelle COLAS est nommée mandataire de la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance en remplacement de Madame Virginie HAMON.

Article 2 : Le mandataire agit pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues par l'acte de création de la régie de recettes.

Article 3 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 4 : Le mandataire doit procéder au recouvrement des produits selon les modes de paiement prévus dans l'acte constitutif de la régie.

Article 5 : Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction codificatrice sur les régies n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006.

Article 6 : Le directeur général des services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet au 1^{er} janvier 2019.

Fait à Carpentras, le 06 décembre 2018

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Laurent MARTEAU

Le régisseur titulaire,

Le mandataire suppléant,

Madame Sylvie MAUREAU

Monsieur Laurent ESTEPA

Le mandataire,

Madame Isabelle COLAS

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

De: "BASTIDE Françoise (84)" <francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>
À: ESTEPA Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>
Date: 06/12/2018 17:48
Objet: Re: Demande d'avis conforme - Projet arrêté 2018/1423 modification liste mandataires régie de recettes petite enfance

Bonsoir M Estepa,

désolée pour le retard..

L'avis conforme du comptable est donné ce jour pour la modification de la liste des mandataires.

bonne soirée



Françoise BASTIDE
Inspectrice - Adjointe du Responsable
Centre des Finances Publiques
Trésorerie de Carpentras Municipale

Tél: 04.90.63.83.22

----- Message original -----

Sujet : Demande d'avis conforme - Projet arrêté 2018/1423
modification liste mandataires régie de recettes petite enfance

De : Estepa Laurent <laurent.estepa@lacove.fr>

Pour : Bastide Françoise (84)
<francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>

Date : Mercredi 05 Décembre 2018, 16:49

Bonjour Madame Bastide,

Veuillez trouver ci-joint pour avis conforme le projet d'arrêté n° 2018/1423 portant modification de la liste des mandataires de la régie de recettes des structures multi-accueil de la petite enfance.

En vous remerciant,

Cordialement,

Laurent ESTEPA
Adjoint au responsable des finances
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin - CoVe
Tél (ligne directe) : 04.90.67.60.33
Tél (standard) : 04.90.67.10.13



Pièces jointes:

Fichier: ATT00002.txt Taille: 1k Type de contenu: text/plain

Fichier: ATT00004.html (Affiché en ligne) Taille: 8k Type de contenu: text/html



Fichier: Image1 (Affiché en ligne) Taille: 1k Type de contenu: image/jpeg



Fichier: ATT00006.png (Affiché en ligne) Taille: 20k Type de contenu: image/png

ARRETE N° 2018/1425 RENONCIATION AU TRANSFERT DE PLEIN DROIT DES POUVOIRS DE POLICE ADMINISTRATIVE SPECIALE DES MAIRES DES COMMUNES MEMBRES DE LA COVE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

VU les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.5211-9-2 du code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales et notamment son article 63,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment ses articles 60, 62 et 65,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et notamment son article 75,

VU les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.5211-9-2 du code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté du Maire de la Commune de Crillon-le-Brave en date du 14 novembre 2018 (n°2018-11-02) portant opposition au transfert des pouvoirs de police spéciale du Maire au Président de l'EPCI,

CONSIDERANT que le meilleur niveau d'administration des pouvoirs de police administrative spéciale continue en l'état à se situer dans les Communes,

CONSIDERANT l'élection du Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin constatée par procès-verbal en date du 11 juillet 2018,

ARRETE

Article 1 : que le pouvoir de police administrative spéciale des maires de l'ensemble des communes membres de la CoVe en matières de :

- collecte des déchets ménagers,
- accueil et d'habitat des gens du voyage,
- circulation et du stationnement,
- délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi,
- habitat (sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des établissements menaçant ruine),

ne sera pas transféré au président de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin.

Article 2 : le présent arrêté sera notifié aux maires des communes membres de la CoVe.

Article 3 : le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au Préfet de Vaucluse.

Fait à Carpentras, le 6 décembre 2018

Le Président,


Guy Rey

Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.



MAIRIE DE CRILLON LE BRAVE 84410

ARRETÉ 2018-11-02

Portant opposition au transfert des pouvoirs de police « spéciale » du Maire au Président de l'EPCI.

Le Maire de la commune de Crillon le Brave 84410,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9-2 relatif au transfert des pouvoirs de police du Maire du Président de l'établissement public de coopération intercommunale,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Considérant que la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin exerce une compétence en matière de collecte des déchets ménagers, création, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et habitat,

Considérant que l'exercice de ces compétences par la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin implique le transfert automatique des pouvoirs de police du Maire attachés à cette compétence au Président de la communauté d'agglomération,

Article 1 : s'oppose au transfert automatique des pouvoirs de police liés à la compétence collecte des déchets ménagers, création, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et habitat,

Article 2 : s'oppose également au transfert automatique des pouvoirs de police liés à la circulation, au stationnement, à la délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxi, à la police des édifices menaçant ruine, à la police de sécurité dans les établissements recevant du public à usage d'habitation ou encore des immeubles collectifs à usage d'habitation.

A Crillon le Brave, le 14 novembre 2018

Le Maire
Guy GIRARD



Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

ARRETE N°2018/1426

**DESIGNATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE
DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**

Monsieur François-Marie Lettéron

Le PRÉSIDENT de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier les articles L330-1 et R330-2 et suivants,

Vu la fiche de poste de responsable des affaires générales et de la coordination intercommunale, incluant la mission de responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, pourvu par Monsieur François-Marie Lettéron,

ARRETE

Article 1 : Monsieur François-Marie Lettéron, attaché principal titulaire, exerçant les fonctions de responsable des affaires générales et de la coordination intercommunale, ayant pour résidence administrative le siège de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, est désigné personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

Article 2 : dans le cadre de cette fonction, l'intéressé est chargée de :

- réceptionner les demandes d'accès aux documents administratifs et de licence de réutilisation des informations publiques, ainsi que les éventuelles réclamations, et de veiller à leur instruction ;
- assurer la liaison entre l'autorité auprès de laquelle il est désigné et la commission d'accès aux documents administratifs.

Il lui est donné délégation de signature, sous la surveillance et la responsabilité du président, pour le traitement des demandes de communication de documents administratifs, notamment par voie électronique.

Article 3 : la présente désignation fera l'objet d'une publicité sur le site Internet de la CoVe, mentionnant les nom, prénom, profession et coordonnées professionnelles de l'intéressé, ainsi que les nom, prénom, fonction et coordonnées de l'autorité qui l'a désigné.

Article 4 : En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, ampliation transmise au représentant de l'Etat, porté à la connaissance du public et de la commission d'accès aux actes administratifs dans un délai de 15 jours et placé au recueil des actes administratifs de la CoVe.

Fait en 2 exemplaires,
à Carpentras, le 6 décembre 2018

Notifié à l'intéressé le :
(date et signature de l'agent)

Le Président,

Guy Rey



Affiché le :

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018

ARRETE N° 2018/1427

**DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CECILE LAGET-BARBET
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES**

Le **PRESIDENT** de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le procès-verbal d'élection de Monsieur Guy Rey à la fonction de président de la CoVe, en date du 11 juillet 2018,

Vu l'organigramme des services de la CoVe,

Vu la fiche de poste de directeur des ressources humaines,

Considérant que Madame Cécile LAGET-BARBET, attaché principal, exerce les fonctions de directrice des ressources humaines,

Considérant d'une part qu'il est nécessaire dans le souci du bon fonctionnement courant de l'établissement public et de continuité du service public, de lui donner délégation de signature dans une série de domaines ressortant du poste de directeur des ressources humaines,

ARRETE

Article 1 : Il est donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Madame Cécile LAGET-BARBET, attaché principal, exerçant les fonctions de directrice des ressources humaines, pour la signature de tous actes et pièces relevant des domaines et catégories suivants :

- gestion des dossiers sociaux du personnel,
- attestations de travail, de services, de catégorie active, d'arrêt de travail, attestations pôle emploi
- certificats administratifs divers
- états de services pour concours
- accréditations et ordres de missions permanents sur le territoire de Vaucluse
- documents et correspondances avec d'autres collectivités, relatifs au supplément familial de traitement,
- formulaires CAF pour complément de temps partiel,
- demande d'extraits d'actes militaires,
- demande d'extrait de casier judiciaire,
- ampliations, copies et extraits conformes d'arrêtés et de décisions concernant les matières relevant des attributions de la direction des ressources humaines ;

Article 2 : Il est également donné délégation de signature, sous le contrôle et sous la responsabilité du Président, à Madame Cécile LAGET-BARBET pour la signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses des services de la direction des ressources humaines d'un montant inférieur à 4.000,00 € (quatre mille euros) hors taxes.

Article 3 : La présente délégation subsistera tant qu'elle n'aura pas été rapportée et tant que la délégataire exercera les fonctions précitées ; en tout état de cause, elle prendra fin à l'expiration du mandat du Conseil de Communauté installé le 14 avril 2014.

Article 4 : En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la CoVe est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse, au responsable du Centre des finances publiques de Carpentras, publié par voie d'affichage au siège de la CoVe, au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs, et notifié au délégataire.

Reçu notification le
Signature :

Fait à Carpentras, le 6 décembre 2018

Le Président,



Guy REY
Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire du présent acte.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/12/2018